

L'économie canadienne

aujourd'hui, j'ai jugé bon de revoir quelle est aujourd'hui notre situation et ce que nos chefs de file disent au sujet de notre économie. C'est pourquoi j'ai passé une certaine partie de l'heure du dîner à consulter certains dossiers actuels, les dernières dépêches de presse et le reste.

L'opposition, et particulièrement l'opposition officielle, doit trouver plutôt décevant de constater que les nouvelles se font de nos jours de plus en plus encourageantes. Car s'il est une chose, monsieur l'Orateur, que l'opposition ne souhaite pas, c'est que les nouvelles se fassent plus encourageantes. L'opposition fait ses choux gras des mauvaises nouvelles. Où qu'elle aille, elle exploite les mauvaises nouvelles. Quand elle ne s'en prend pas à la GRC, elle parle de l'état déplorable de l'économie. Quand des personnages respectés comme le chef de l'opposition (M. Clark) et le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) persistent à afficher ce genre d'attitude, les gens finissent par croire que le pays est affligé d'un bien grand nombre de problèmes. Les gens se mettent à considérer ces problèmes comme s'ils s'étaient dans les journaux en gros caractères tandis que les aspects positifs n'ont droit qu'aux petits caractères.

Je suppose que les media ont quelque chose à voir là-dedans. Une bonne nouvelle ne compte pas pour une véritable nouvelle. Ce qui est intéressant et ce qui fait peut-être vendre, ce sont les mauvaises nouvelles. Les mauvaises nouvelles sont toujours bien plus excitantes que les bonnes.

Je voudrais évoquer ici, aux fins du compte rendu, les aspects positifs de notre situation économique. Point n'est besoin de remonter à plus loin qu'hier, où nul autre que le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré devant le Canadian Club de Toronto que, selon lui, les rumeurs pessimistes que continuent à répandre les media sont tout simplement dépassées. Cela correspond bien à ce que les gens pensent et aux propos qu'ils tiennent.

J'ai parlé à plusieurs ouvriers et hommes d'affaires de ma circonscription ces dernières semaines et j'ai trouvé que la tendance était à l'optimisme, qu'ils voyaient la situation de façon positive. Nous devrions, selon moi, considérer comme un bon signe que le gouverneur de la Banque du Canada, dans un important discours, mette l'accent sur les aspects positifs de notre économie et sur les perspectives pour l'année à venir. L'opposition refuse d'en tenir compte, bien sûr, car ce n'est pas son intérêt de répandre les bonnes nouvelles. Politiquement parlant, je crois qu'au cours du siècle, ils ont réussi seulement deux fois à convaincre les Canadiens de leur donner la majorité des sièges à la Chambre des communes. La première fois, c'était au milieu de la crise. Je suppose que les mauvaises nouvelles économiques ont incité les Canadiens à vouloir remplacer le gouvernement au pouvoir en 1930. Il n'a pas duré longtemps, quelque cinq ans. Mais tant qu'il y a de bonnes nouvelles, personne n'en parle sinon nous, car il n'est pas dans l'intérêt des partis de l'opposition de le faire.

● (2012)

Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré qu'à son avis l'économie canadienne est à se rajuster. En dépit du conservatisme inhérent à ses fonctions, il prévoit que l'inflation pourrait descendre à un niveau inférieur à celui des États-Unis, à condition que les Canadiens se montrent raisonnables. Voilà un message dont tous les secteurs de la société devraient tirer profit, que leur responsabilité soit de fixer les prix ou les

[M. Martin.]

salaires. Je pense surtout au moment où les contrôles disparaîtront après le mois d'avril.

L'important c'est qu'on prévoit une amélioration. Selon le gouverneur de la Banque nous avons réalisé d'énormes progrès. L'inflation diminue, les augmentations du coût de la main-d'œuvre correspondent mieux à celles des autres pays et, de façon générale, les gouvernements commencent à mieux contrôler leurs dépenses. Le gouverneur a également mentionné que le taux d'expansion monétaire fléchissait. Il a également insisté sur les avantages dont le Canada avait bénéficié sur le marché de l'exportation grâce à la baisse du dollar. Voilà donc un Canadien éminent qui n'a pas hésité à déclarer publiquement qu'il constate qu'il y a de bonnes raisons d'espérer un taux de croissance et de production plus satisfaisant l'an prochain.

Tous les Canadiens se rendent compte que le taux de chômage est élevé, et rien n'indique qu'il subira une réduction importante d'ici peu. C'est un domaine dont les gouvernements devront continuellement s'occuper. Il n'y a pas de solution magique. Une augmentation de la productivité influera sur cette situation. Nous devrions plutôt parler d'emploi que de chômage et reconnaître que de plus en plus de Canadiens trouvent une place sur le marché du travail. Dans le cas de l'INCO, par exemple, on a beaucoup insisté sur le fait que le pourcentage actuel des chômeurs risque d'atteindre 15 p. 100 de la main-d'œuvre à Sudbury. Mais on a très peu parlé de ceux qui conserveront leur emploi dans cette importante industrie, c'est-à-dire 85 p. 100 des employés de l'INCO.

Il est essentiel que les consommateurs aient confiance. Il est à espérer que dans ce domaine les Canadiens ont atteint le point le plus bas. Tout indique qu'ils envisagent l'avenir avec plus d'optimisme. D'après certains indices, les ventes d'automobiles augmenteront considérablement au cours des six prochains mois. Les perspectives sont bonnes pour les ventes de maisons et d'appareils ménagers. Moins de gens ont l'intention de voyager à l'étranger, une tendance qui influera sur notre déficit touristique. Les Canadiens semblent réagir à la situation et envisagent de visiter davantage leur pays.

Notre balance commerciale est favorable. J'ai examiné quelques chiffres concernant les États-Unis et ils révèlent un déficit grave. La question du séparatisme au Québec causera des ennuis pendant quelque temps encore. Ce problème a déjà eu une influence négative sur les investissements dans la province, voire sur l'ensemble des investissements dans notre pays. Nous devons nous accommoder de cette situation et tâcher de nous en tirer; il n'y a pas là de solution facile.

Notre pays a mérité des éloges à l'échelle internationale pour la façon dont il a contrôlé son taux d'inflation ces dernières années. Les résultats du contrôle des prix et des salaires ont été perçus par la majorité des Canadiens comme le point de départ indispensable de notre relance prochaine.

Récemment, certaines personnes ont éprouvé de l'inquiétude à la suite d'un article paru dans une revue financière très réputée, *The Economist*, où l'on prédisait toutes sortes de mauvaises choses pour le Canada d'ici dix ans. Par contre, l'auteur d'un article paru dans le non moins réputé *Financial Times*, probablement la publication à caractère financier la plus prestigieuse au Royaume-Uni, exprimait beaucoup d'optimisme quant à l'avenir et aux possibilités du Canada. Il n'a pas attaché beaucoup d'importance à la menace séparatiste.